Direction du Cycle de l'Eau

Rapport 2023 sur le Prix et la Qualité du Service de l'eau potable

Commission transition écologique 12 septembre 2024

- Préservation des ressources en eau

- Production et distribution d'une eau potable de qualité





es chiffres clés de l'année 2023

30 forages actifs

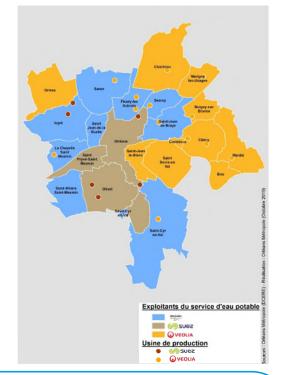
35 réservoirs (capacité de stockage de 117 900 m³)

1 519 km de réseau (≈)

88 345 branchements dont 1 495 branchements plomb (-391)

18 639 948 m³ produits (-3,3% vs 2022 et -1,3% vs 2021)
100% de conformité micro-biologique (100% en 2022) (*99,7%)

98,8% de conformité physico-chimique (99,7% en 2022) (*99,8%)



Rendement de réseau moyen de 86,65% (87,36% en 2022) (*85,1%)

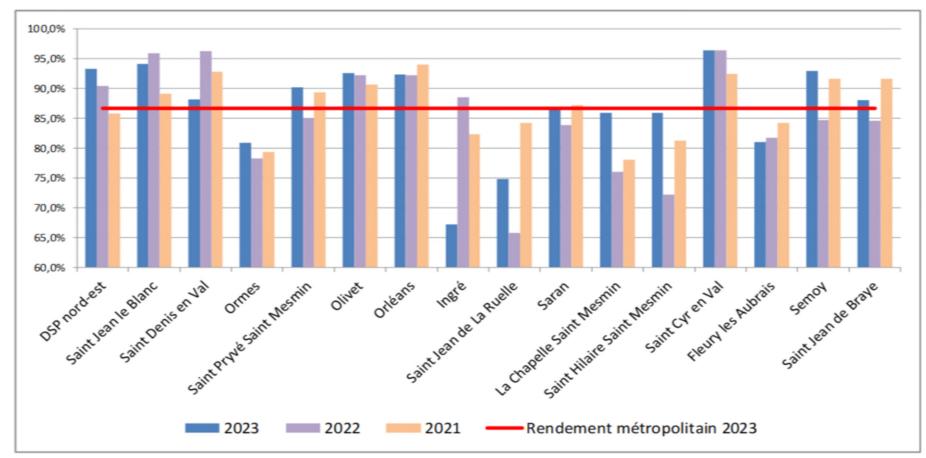
Prix moyen de l'eau

1,6114 € TTC / m³ (1er janvier 2024) (1,5803 € TTC / m³ en 2023) (1,5253 € TTC / m³ en 2022) (*2,04 € TTC /m³)

(* Données SISPEA 2022 pour les collectivités > 100 000 habitants)

Le rendement de réseau

➤ Un rendement de réseau moyen de 86,65% en 2023 avec des disparités selon les périmètres (87,36% en 2022) (*85,1%)



Le bilan des principaux travaux – ouvrages de production

- Fleury-Les-Aubrais (OM) réhabilitation du réservoir semi-enterré de Lignerolles
- Orléans Usine de la Source (Orléanaise) réception et mise en conformité de la 3ème file de traitement



- Orléans Forage de Pouponnière (Orléanaise) travaux de reconstruction
- Boigny-sur-Bionne (Véolia) réhabilitation du forage des Hauts Bois
- Saint-Jean-de-La-Ruelle (OM) réhabilitation du génie civil du réservoir des Chaises





Le bilan des principaux travaux – ouvrages de distribution

- 9,5 km de réseau renouvelé et 391
 branchements en plomb remplacés
 - 4 km sous maîtrise d'ouvrage de la Métropole
 - DSP: selon fonds contractuels





Mardié – avenue du Pont aux Moines (1 240ml)

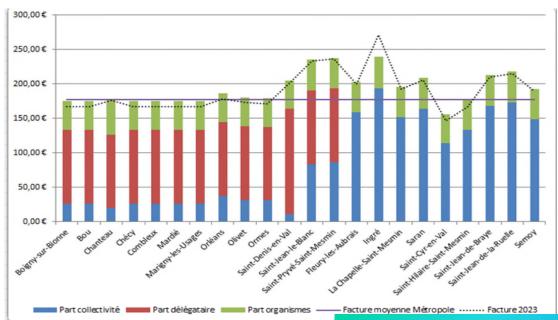
61 réparations de fuites sur canalisations et 181 sur branchements

Olivet – rue de la Source (1 075ml)

Un taux moyen de renouvellement des réseaux sur les 5 dernières années de 0,74% (*0,61%)



Les aspects financiers



Une facture 120m³ moyenne de 193,37 € TTC (contre 189,64 € TTC au 1^{er} janvier 2023) : hausse moyenne de 1,99% (+3,77 € TTC) pour un prix au m³ de 1,6114 € TTC (*2,04 € TTC / m³)

=> Application des tarifs de la nouvelle DSP et de la délibération métropolitaine du 16/11/2023

- ➤ Encours de la dette du budget annexe eau potable s'élève à 16,588 M€ (contre 14,555 M€ en 2022)
- La capacité de désendettement atteint 6,0 ans en fin d'année 2023 (contre 6,2 ans en 2022).

RESULTAT COURANT DU BUDGET ANNEXE

TOTAL DEPENSES D'INVESTISSEMENT TOTAL RECETTES D'INVESTISSEMENT	-6,375 M€ 5,602 M€
TOTAL DEPENSES DE FONCTIONNEMENT TOTAL RECETTES DE FONCTIONNEMENT RESULTAT COURANT DE FONCTIONNEMENT	-10,274 M€ 11,563 M€ 1,289 M €

L'adoption d'une nouvelle structure tarifaire à compter du 1^{er} janvier 2024 et des modalités de convergence tarifaire

communes en régie

communes en DSP

Abonnement annuel

Abonnement annuel

Part progressive production et distribution

- 0-40 m³
- 40-120 m³
- $> 120 \text{ m}^3$

Part investissements structurants

Redevances Agence de l'Eau TVA

l'Eau

production et distribution

- 0-40 m³
- 40-120 m³
- $>120 \text{ m}^3$

Part investissements structurants

Redevances Agence de

Délibération du 16/11/2023 :

- Mise en place d'un abonnement annuel progressif (diamètre compteur)
- Création de tranches tarifaires de consommation
- Mise en place d'une part variable complémentaire (investissements structurants sous maîtrise d'ouvrage métropolitaine)
- Convergence tarifaire d'ici 2031 (7 ans)



Rapport 2023 sur le Prix et la Qualité du Service de l'assainissement collectif

Commission transition écologique 12 septembre 2024

- Traitement des eaux usées
- Gestion eaux pluviales urbaines
- Préservation des milieux





Les chiffres clés de l'année 2023

6 stations d'épurations

2042 km de réseaux (+0,4%)

350 postes de relèvements (+4%)

84 594 abonnés

14,4 Mm³ assujetis à la redevance (+0,45 %)

20,8 Mm³ traités (+8%)

99,5 de conformité (98,8% en 2022)



Nombre de points noirs sur le réseau : 2,11 pour 100 km (+16%)
4,83 km de réseaux d'eaux usées renouvelés en 2023 (6,5 km en 2022)



Les travaux structurants

- > 8,8 millions d'euros investis dans les travaux structurants
- > 3,5 millions de travaux de réhabilitation réalisés en 2022



Saint Jean de Braye:

Création d'un bassin de gestion des eaux pluviales – Place de Gaulle

Chécy:

Création d'un réseau d'eaux pluviales sur le secteur de Laveau





Orléans :

Réhabilitation des Postes EU et EP du Lac de l'Orée de Sologne



Les aspects financiers

Redevances assainissement

	Au 1 ^{er} janvier 2023	Au 1 ^{er} janvier 2024
RA - Part fixe	17,17 €HT	18,03 €HT
RA - Part variable	1,48 €HT/m ³	1,55 €HT/m ³
Redevance AELB	0,15 €HT/m ³	0,15 €HT/m ³
Facture 120 m ³	1,96 €TTC/m ³	2,05 €TTC/m³

(Données SISPEA 2022 pour les collectivités > 100 000 habitants : 2,21 € TTC/m³)

Une gestion financière saine avec une capacité de désendettement limitée à 2,8 ans

Capacité d'autofinancement	5,220 M €	3,063 M €
Capacité de désendettement	2,1 ans	2,8 ans



Rapport 2023 sur le prix et la qualité du service d'assainissement non collectif

Commission transition écologique 12 septembre 2024

- Contrôle des installations
- Préservation du milieu naturel





CHIFFRES CLES 2023

1 954 installations recensées dont 1 861 ont fait l'objet d'un contrôle depuis la création du service en 2015 soit 95 % des installations contrôlées au moins une fois

LES CONTRÔLES REALISES EN 2023		
Contrôles vente immobilière	45	
Contrôles de conception	37	
Contre-examens de conception	0	
Contrôles de réalisation	21	
Contre-examens de réalisation	2	
Contrôles diagnostics	30	
Contrôles périodiques	109	
Certificat d'urbanisme	1	
Total	244	



ETAT DU PARC

- √ 83,9 % des installations ne présentent aucun risque sanitaire ou environnemental
- ≥ 25 % des contrôles de conformité concluent à la présence d'une installation conforme à la règlementation (C & ABSNC)
- → 49% des installations ne sont pas conformes mais ne présentent aucun risque (BF, A et NCSR)
- 25 % des installations présentent un risque pour le milieu (NRCDSP, NCAR & ISR)



PROJETS EN VUE DE L'AMELIORATION DU **SERVICE**

- La passation d'un nouveau contrat de DSP pour l'exploitation du SPANC avec SUEZ pour les 5 prochaines années (2024-2030) – délibération du 22/06/23,





RÈGLEMENT DU SERVICE PUBLIC D'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF

NOVEMBRE 2023

QUELQUES MOTS POUR MIEUX NOUS COMPRENDRE

4 VOUS

Désigne l'USAGER, c'est-à-dire toute personne physique ou morale, bénéficiaire du service collectif. L'usager peut être le

4 LE SERVICE PUBLIC NON COLLECTIF (SPANC)

Désigne le service public qui assure les missions définies par la loi (contrôles des installations d'assoinisement non collectif). Le SPANC a également pour rôlo d'informor los usagors sur la réglementation en vigueur, sur les différentes flières d'assainissement

non collectif réglementaires, ainsi que sur le fonctionnement et l'entretien des installations et l'entretien des installations. l'outefeis, le SPANC ne réalise ni étude de conception, ni étude de soi. Il n'assure pas de mission de maîtrise d'acuvre et il ne peut pas être chargé du choix de la filière. La mission d'information assurée La misson d'information assurée par le SPANC consiste uniquement en des explications sur l'application de la réglementation, sur les risques et d'angers que pouvent présenter les installations d'assainissement non collectif pour la santé publique et pour l'environnement. ainsi qu'en la fourniture de renseignements simples et de documents aux usagers.

du conseil métropolitain du 16/11/2023. Il est applicable

> Chácy, > Combleux, > Fleury-les-Aubrais, **6** LE RÈGLEMENT > Ingré, > La Chapelle-Saint-Mesmin, DU SERVICE > Mardié, > Mariany-los-Usagos. C'est le présent document qui définit les obligations mutuelles centri les obligations mutuelles du sonvice public de l'assainissement non collectif et de l'usager. Il s'applique sur le territoire d'Orléans Métropole qui a approuvé la création de son service public d'assainissement son cellectif are délinération. > Orléans, > Orlians, > Ormes, > Saint-Cyr-en-Val, > Saint-Donis-en-Val, > Saint-Donis-en-Val, > Saint-Jean-de-Braye, > Saint-Jean-de-Braye, > Saint-Jean-te-Bianc, > Saint-Pyvio-Saint-Mesmin, > Saint-Pyvio-Saint-Mesmin, non collectif par délibération du 13 décembre 2005. En cas de modification des conditions de modification des conditions du règlement du service, celles-ci seront portées à la connaissance de l'usager du service public de l'assintisseme non collectiff. Ce document été adopté par la délibération n° 2023-11-16-COMDEL-34 du conscribéra de la description de la description de la description de la de la description de la de

Orléans Métropole sera désignée dans les articles suivants par le terme générique de « la collectivité ».

4 OPGANISATION

Le territoire est géré par un délégataire, SUEZ, sur l'ensemble

DUSERVICE

> Boigny-sur-Bionne,

- Chantoau

SUEZ sera désigné dans les articles suivants par le terme générique de « l'exploitant du service »

- La mise à jour du règlement de service, datant de 2006, afin d'intégrer :

Les évolutions juridiques et réglementaires, Les termes du nouveau contrat passé avec SUEZ, Les modalités de mise en œuvre des pénalités.





